

LA LUTTE POUR « L'AUTONOMIE INTERNE »

Après le retour en Tunisie de son principal leader Bourguiba, en septembre 1949, le Néo-Destour entre dans une phase de politique nouvelle. Une étape préalable à l'indépendance totale est fixée par les dirigeants du Destour ; c'est ce qu'on appelle « l'autonomie interne ». Cette politique sera définitivement élaborée sous la forme des « sept points » rendus publics par Bourguiba lors d'un voyage à Paris le 12 avril 1950. Il s'agit essentiellement de créer un ministère tunisien souverain, une Assemblée nationale, élue au suffrage universel, et de faire passer l'administration aux mains des Tunisiens. D'autres points, tels que la suppression de la gendarmerie française, figurent dans la déclaration. Mais c'est seulement sur les trois premiers que la bataille va être menée. Cette position entraîne la représentation du Destour dans le ministère tunisien et par conséquent le dialogue avec l'impérialisme. C'est ce qu'on appellera « l'expérience tunisienne » qui en ce moment s'achève au profit de l'impérialisme français, par l'arrestation des ministres tunisiens et la capitulation du Bey devant de Haute-cloque.

On ne peut expliquer le choix de cette tactique de la part des dirigeants nationalistes tunisiens que par leur volonté de profiter des tensions inter-impérialistes pour obtenir, grâce à l'utilisation de l'énorme mouvement de masse qu'ils avaient édifié, un premier affaiblissement de la domination française. Ils espéraient ainsi éviter le risque d'être débordés par les masses, conserver la direction du mouvement entre les mains de la moyenne et petite bourgeoisie et leur permettre dans une deuxième étape, toujours en utilisant la pression des masses avec prudence, de devenir une classe dirigeante dans une Tunisie indépendante.

On ne peut dissocier le « dialogue » avec l'impérialisme français, du « dialogue » que les dirigeants nationalistes, et notamment Bourguiba, tentèrent de mener avec les autres puissances du pacte atlantique et notamment avec l'impérialisme américain pour trouver un appui auprès d'elles contre la France. Une autre tendance du mouvement destourien dans cette expérience était de reprendre en main la cour beylicale et le bey lui-même. En prenant la tête des opérations pour l'obtention de l'autonomie interne, il s'agissait d'en faire bénéficier la couche sociale à laquelle ils appartenaient et d'éliminer ainsi l'influence de ce qui subsistait encore de féodalisme en Tunisie. Là encore on ne peut que constater l'échec.

Cependant on n'analyserait pas correctement la politique destourienne au cours de cette « expérience tunisienne » si on négligeait les réserves que ses promoteurs ont toujours faites quant à ses chances de succès, et leurs affirmations persistantes, surtout de la part de Bourguiba, que cette expérience n'était

qu'une étape sur la route de l'indépendance totale. Il serait erroné de croire que les dirigeants destouriens voulaient un compromis durable avec l'impérialisme. Ils savent qu'ils ne peuvent atteindre leur but qu'à travers la défaite de l'impérialisme. Ils veulent obtenir cette défaite en veillant à ne pas se laisser débordé par les masses, qu'ils ont eux-mêmes organisées et qu'ils utilisent. Mais la logique du mouvement des masses et de la lutte des classes est plus forte que leurs calculs. Ce qui ressort de l'échec de « l'expérience tunisienne », c'est que pour employer les moyens propres à venir à bout de l'impérialisme dans la période présente on ne peut limiter l'action des masses à une seule étape de la révolution coloniale. La violente irruption des masses tunisiennes en janvier et février 1952 alla de toute évidence beaucoup plus loin que ne l'escomptaient les dirigeants destouriens. Retenues dans leur élan, elles ne purent empêcher la victoire de l'impérialisme. Cette expérience suscitera, et dans les masses, et chez les dirigeants petits-bourgeois, de profondes réflexions. Car si l'impérialisme a momentanément vaincu, s'il a provisoirement affaibli le mouvement de résistance, il ne l'a pas défait et surtout il n'a nullement consolidé son système de domination à l'intérieur de la Tunisie. Il aura, par contre, fait mûrir la compréhension dans le peuple tunisien des réalités de la lutte.

D'autre part, il est peu probable que le prestige des dirigeants destouriens sera profondément atteint. Leur attitude, si elle ne fut pas conforme aux vrais intérêts de la lutte pour l'indépendance, fut courageuse et sans compromission. De plus, ces dirigeants ne représentent pas une classe cristallisée, appuyée sur un pouvoir économique et social établi. Ils ne sont que la traduction de l'espoir de constitution d'une telle classe, et il n'est nullement utopique de prévoir que la fin tragique de « l'expérience tunisienne » ouvrira aussi les yeux à certains d'entre eux sur l'inanité d'une telle perspective. Et comme ils sont les représentants incontestables de la seule force capable à l'heure actuelle d'arracher l'indépendance de la Tunisie ; qu'ils sont réellement attachés avant tout à ce but, il est vraisemblable qu'ils contribueront (au moins partie d'entre eux) à travers des développements et peut-être des regroupements brusques à faire évoluer le mouvement des masses tunisiennes vers des perspectives révolutionnaires qui lui permettront d'arracher la victoire. De telles tendances sont déjà sensibles dans les couches jeunes du Néo-Destour et, sans doute aussi, chez quelques dirigeants chevronnés. D'ores et déjà il est certain que les événements de Tunisie contiennent dans leur déroulement la marque visible du caractère permanent de la révolution, tel que Léon Trotsky l'a expliqué pour les pays arriérés et particulièrement pour les révolutions coloniales.